



Le monde entier tombe enfin d'accord sur la seule issue pour la sortie de la crise à Madagascar : la tenue d'élections « *consensuelles, libres et inclusives* ». Bravo ! Qui va voter ? En tout cas, pas les nombreux membres du GTT, hélas privés de leur droit car préférant la « *liberté* » dans leur pays d'accueil d'où ils « *combattent* » des réalités qu'ils ignorent.

**Mister Ping, l'entremetteur de toutes les compromissions, joue vraiment au ping pong (mouvements d'allers et retours). Il semble avoir**

**perdu la balle et veut s'imposer en tant qu'avocat du compromis**

Jean Ping, Président de la Commission de l'union africaine, est à Madagascar depuis le 21 janvier 2010. Bienvenue et meilleurs vœux ! Il a été dépêché par le Groupe international de contact ou GIC pour tenter de réparer « *une clé de répartition* » qui, dès le début, n'allait engendrer qu'une cacophonie entre les principaux acteurs d'une situation dont il n'a su les réalités vraies que tardivement. La désinformation ayant été très massive. Mais il n'y a jamais eu de coup d'état, Marc Ravalomanana ayant démissionné le 17 mars 2009, en donnant les pleins pouvoirs à un directoire militaire qui n'existait même pas, et qui a vite fait de donner ces pouvoirs à Andry Rajoelina. C'est ce que retient déjà l'Histoire et les dictionnaires de référence. Actuellement, l'organisation des élections pour élire les représentants du peuple bat son plein, avec l'utilisation du bulletin unique, refusé par Marc Ravalomanana en son temps, plus d'ordonnances et de jugements supplétifs et un système informatique qui verra une grande première : le jour du scrutin sera aussi le jour des résultats dans les 22 régions. Que veut le GIC ? Il refuse d'avancer et, ne voulant pas sortir de l'ornière de l'amalgame politique, sans distinction entre la culture (politique) africaine et la culture malgache (Madagascar ne sera jamais l'Afrique), « *propose* » un document élaboré à des kilomètres du vécu et des avancées dans la Grande île. Il s'agit des

**«mesures de compromis pour relancer le processus de sortie de crise à Madagascar».**

